

SEANCES DU SAMEDI 8 DECEMBRE 1984
VERGADERINGEN VAN ZATERDAG 8 DECEMBER 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGDEUXIEME SEANCE DU SOIR
TWEDE AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi de redressement contenant des dispositions sociales (seconde lecture).

Discussion et vote en seconde lecture de l'article 80 amendé, p. 770.

PROJET DE LOI (Vote):

Projet de loi de redressement contenant des dispositions sociales, p. 770.

Justifications de vote: *Orateurs*: MM. Delmotte, Seeuws, Van In, Vercaigne, Trussart, p. 770.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van herstelwet houdende sociale bepalingen (tweede lezing).

Beraadslaging en stemming in tweede lezing over het gewijzigde artikel 80, blz. 770.

ONTWERP VAN WET (Stemming):

Ontwerp van herstelwet houdende sociale bepalingen, blz. 770.

Stemverklaringen: *Sprekers*: de heren Delmotte, Seeuws, Van In, Vercaigne, Trussart, blz. 770.

PRÉSIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Coen et de Seranno, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren Coen en de Seranno, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 23 h 35 m.

De vergadering wordt geopend te 23 u. 35 m.

PROJET DE LOI DE REDRESSEMENT CONTENANT DES DISPOSITIONS SOCIALES

*Discussion et vote en seconde lecture de
l'amendement au 3^e de l'article 80*

ONTWERP VAN HERSTELWET HOUDENDE SOCIALE BEPALINGEN

*Beraadslaging en stemming in tweede lezing
over het amendement bij het 3^e van artikel 80*

M. le Président. — Nous avons adopté, en première lecture, un amendement au 3^e de l'article 80 du projet de loi de redressement contenant des dispositions sociales.

In eerste lezing hebben wij een amendement bij het 3^e van artikel 80 van het ontwerp van herstellwet houdende sociale bepalingen aangenomen.

Personne ne demandant la parole, nous passons au vote en seconde lecture de cet amendement.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit amendement in stemming in tweede lezing.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

139 membres sont présents.

139 leden zijn aanwezig.

98 votent oui.

98 stemmen ja.

31 votent non.

31 stemmen neen.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement est définitivement adopté.

Derhalve is het amendement definitief aangenomen.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Aerts, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Bonmariage, Bosmans, Bossicart, Califice, Capoen, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Coen, Conrotte, Cooreman, Cuvelier, Dalem, De Bondt, Debussère, C. De Clercq, T. Declercq, Decléty, De Cooman, Decoster, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Demuyter, Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Doumont, Draulans, Février, Flagothier, François, Friederichs, Geens, Gerits, Gijs, J. Gillet, Mmes L. Gillet, Godinache-Lambert, Goor-Eyben, M. Gramme, Mme Hanquet, MM. Harry, Kenens, Lagae, Lagneau, Lowis, Lutgen, Mme N. Maes, M. R. Maes, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Edg. Peetermans, W. Peeters, Poma, Poulet, Reynders, Rutten, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Tilquin, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandekerckhove, Vandenabeele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborght, Vandermarliere, Vandermeulen, Vandersmissen, Vandezande, Vanhaverbeke, Van Herck, Van Herreweghe, Van houtte, Van In, Van Nevel, Van Ooteghem, Van Rompaey, Verbist, Vermeiren, Waltniel, Weckx, Windels et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Basecq, Belot, Canipel, Mme Coorens, MM. De Baere, Delcroix, Mme De Pauw-Deveine, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, Donnay, Egelmeyers, Geldolf, Gevenois, Goossens, Hiernaux, Hubin, Humblet, Jandrain, Lallemand, Leclercq, Marmenout, Minet, Mouton, Péciaux, Poulain, Secuws, Spitaels, Toussaint, Trussart et Vercaigne.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Bremaeker, Delmotte, Désir, le comte du Monceau de Bergendal, Eicher, R. Gillet, Mme Herman-Michielsens, MM. Lagasse, Paque et Mme Van Puymbroeck.

M. le Président. — Le texte du projet de loi adopté en première lecture est donc confirmé en seconde lecture.

De in eerste lezing aangenomen tekst van het ontwerp van wet wordt dus in tweede lezing behouden.

Il sera procédé dans un instant au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen straks over het geheel van het ontwerp van wet.

De heer Egelsemeers. — Mijnheer de Voorzitter, ik meen dat nog moet worden gestemd over de onderafdelingen 10 en volgende.

De Voorzitter. — Niemand heeft dat gevraagd, mijnheer Egelsemeers, en in elk geval gaat het nu om de tweede lezing.

De heer Egelsemeers. — Akkoord dan, mijnheer de Voorzitter.

M. Delmotte. — Monsieur le Président, à cette heure tardive où tout a été dit, depuis l'ouverture de ce débat hier matin à dix heures, par l'opposition et, de façon plus particulière, par la famille socialiste face à la majorité une fois de plus silencieuse, je voudrais, au moment d'émettre le vote négatif qui concrétise notre opposition profonde à ce projet qui n'est, nous l'avons suffisamment démontré, nullement un projet de loi de redressement mais bien un projet de régression sociale, résumer, au nom de mon groupe, les cinq objections fondamentales que nous avons développées et qui justifient le vote que nous allons émettre.

En premier lieu, en matière de sécurité sociale, ce projet vise uniquement à diminuer les obligations de l'Etat au détriment de l'équilibre financier des secteurs pensions et assurance maladie-invalidité.

En second lieu, ce projet prolonge les pouvoirs spéciaux par une prorogation, pour deux ans, d'une norme de compétitivité qui ne vise que la seule politique salariale.

Troisièmement et en outre, ce projet prolonge les mesures de modération salariale en imposant, chose inadmissible par nous, un carcan à la négociation collective.

Quatrièmement, ce projet impose des mesures de « dérégulation » sociale qui facilitent le licenciement sans instaurer une promotion de l'emploi, et c'est la plus grande carence de ce projet.

Enfin, il s'agit en fait d'une loi qui vise à proroger, pour 1985, des pouvoirs spéciaux, plus étendus encore que ceux de 1982 et de 1983.

En outre, faut-il le rappeler, nous avons souligné que les dispositions de ce projet sont contraires aux conventions internationales ratifiées par la Belgique, notamment la convention n° 1 du Bureau international du Travail sur la durée du travail, et la convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociations collectives.

De même, nous avons protesté contre l'envoi de directives gouvernementales aux présidents des commissions paritaires sur base de ce projet de loi avant même qu'il soit voté par le Parlement et M. le ministre Dehaene n'a pas pu nous répondre à ce sujet.

Nous regrettons le parti pris systématique de la majorité pour repousser automatiquement des amendements qui corrigeaient le texte, atténuant ou effaçant les conséquences sociales néfastes de ce projet.

Il ne faut pas se dissimuler que l'application de cette loi aura des répercussions profondes dans la population au point de vue économique. Nos commissaires, dans différentes disciplines et composantes de ce projet de loi, l'ont amplement démontré à cette tribune.

Après les modérations salariales déjà imposées, ce projet institue une modération supplémentaire des salaires et des allocations sociales pour 1985, 1986 et peut-être au-delà.

Il s'ensuivra à la fois une paupérisation d'une grande partie de la population et des effets déflatatoires sur notre économie, c'est-à-dire une diminution des rentrées fiscales et des rentrées sociales, la stagnation de l'activité économique et une augmentation du chômage.

En outre, ce projet multiplie dangereusement les sous-statuts pour certains travailleurs et particulièrement pour ceux qui ont les plus petits revenus, pour les femmes et pour les jeunes.

Enfin, alors que le gouvernement, sous la pression de son aile libérale, ne cesse de dénoncer la bureaucratisation de l'Etat, la complexité du système interventionniste mis en place par ce projet de loi développera une bureaucratie qui pèsera lourdement sur les citoyens, sur les organismes publics et sur les entreprises.

Nous regrettons que ceux qui ont le souci de protéger les travailleurs, les allocataires sociaux et les moins nantis ne puissent se joindre — bien

qu'il ait été fait appel à un sursaut de conscience de la démocratie chrétienne par l'évocation d'un communiqué émanant de l'Organisation nationale des pensionnés chrétiens — à un vote positif, alors que les mesures de ce projet de loi aggravent considérablement les sacrifices, déjà lourds, imposés par les arrêtés royaux numérotés.

La majorité a choisi son camp, celui de ceux qui sont économiquement forts, qui bénéficient des revenus de leurs capitaux, de hauts salaires et de privilèges.

Quant à nous, plus que jamais dans ces circonstances difficiles, que vous aggravez encore par le vote de ce projet de loi, nous sommes aux côtés des travailleurs, dont vous diminuez sans cesse le pouvoir d'achat, sans pour autant obtenir des résultats probants sur le plan du redressement économique ou des finances publiques.

Ce sont des raisons essentielles pour motiver notre refus de vous suivre. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, het is ook nog op dit late uur duidelijk dat onze fractie tegen deze mammoetwet van sociale afbraak zal stemmen. Onze fractie heeft zich loyaal en actief ingespannen om door middel van amendementen de negatieve ingrepen in de sociale en in de arbeidswetgeving te verhinderen of tenminste toch te verbeteren. Het heeft niet mogen baten. De meerderheid heeft onverstoortbaar alle amendementen van de oppositie weggeveegd.

Deze herstelwet is voor ons de duidelijke voortzetting van het volmachtbeleid van deze regering, dat nochtans geen oplossing heeft gebracht aan de essentiële problemen waarmee ons land heeft te kampen. Wij denken hierbij aan de enorme rijksschuld en ook en vooral aan de massale werkloosheid die wij tot plicht hebben te reduceren.

Door deze herstelwet heeft de meerderheid nu ook zichzelf volmachten gegeven. Het moet daarbij worden aangestipt dat een niet-onbelangrijk deel van deze meerderheid, die de christelijke arbeidersbeweging heeft te vertegenwoordigen, heel wat arbeidsonvriendelijke maatregelen heeft moeten slikken die het arbeidsrecht ten gronde wijzigen. Dat arbeidsrecht was nochtans het resultaat van jarenlange onderhandelingen op conventioneel en wetgevend vlak.

De matiging inzake de huishuur bracht geen woonzekerheid ondanks de vele ronkende verklaringen in deze en in de andere Kamer van sommige van onze collega's van de CVP-meerderheid.

Aangaande de arbeidswetgeving innoveerde men met een aantal negatieve noties in plaats van in te spelen op de grondige wijzigingen in deze maatschappij.

Wat de sociale zekerheid betreft, zijn vrijwel alle maatregelen geïnspireerd op het principe van een vermindering van de werkgeversbijdragen, een vermeerdering van de werknemersbijdragen en een vermindering van de prestaties waardoor in de praktijk de solidariteit tussen de betrokken partijen gevaarlijk op de helling wordt gezet. Wellicht is dit, jammer genoeg, in afwachting van de door een ander deel van de meerderheid gewenste privatisering in de sociale risicosector waaraan men volop blijkt te werken.

Om al deze redenen, mijnheer de Voorzitter, zullen de Vlaamse socialistische tegen deze herstelwet stemmen, zoals ze ook deze centrum-rechtse regering zullen blijven bekampen tot ze zichzelf zal ontbinden. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, dames en heren, u zult niet ontkennen dat wij gedurende veertien dagen het beste van onszelf hebben gegeven om ten aanzien van het ontwerp van herstelwet houdende sociale bepalingen een positieve bijdrage tot de besprekingen te leveren.

De Volksuniefractie betreurt dat de suggesties die werden naar voor gebracht op de diverse terreinen die de herstelwet bestrijkt, nauwelijks enig gehoor vonden, laat staan tot wijziging van teksten hebben geleid. In tegenstelling met de vorige sprekers, ben ik de mening toegedaan dat er zich met deze herstelwet een positieve kentering aftekent, bijvoorbeeld, omdat eindelijk het syndicaal monopolie in discussie kan worden gesteld. Positief is ook dat ten aanzien van een aantal materies vastgeroeste structuren op de helling worden gezet. Dat wij nog niet ver genoeg zijn gegaan, is alleen te wijten aan de aarzelende en dubbelzinnige houding van de meerderheid die achter het ontwerp van herstelwet staat. Dat

anderzijds heel wat hoofdstukken onze instemming niet wegdragen, zal u wellicht niet verbazen.

De Eerste minister — het spijt mij dat hij vanavond niet aanwezig is, maar anderen zullen het hem allemaal wel vertellen — heeft het nodig geacht om zowel in de commissie als hier in openbare vergadering een nummertje weg te geven. Immers, meer dan een nummertje is het nooit geworden. Ik betreur, dames en heren leden van de CVP en de PSC, dat de Eerste minister zich heeft verwaardigd een tekst die hij al had afgelezen in de commissie, hier nog eens af te dreunen onder het voorwendsel dat het toch voor de *Parlementaire Handelingen* zo belangrijk zou zijn (*protest op de banken van de meerderheid*) terwijl hij niet eens de moeite deed om op fundamentele vragen en suggesties te antwoorden. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Onze collega Peeters heeft bij herhaling aan minister Dehaene gevraagd wat zijn bedoelingen zijn ten aanzien van de sociale zekerheid. U zult het toch met mij eens zijn dat het snoeien in de verscheiden reglementen en bepalingen op zichzelf niets oplost en dat wij allicht meer dan veertien dagen zouden moeten kunnen uittrekken om eens fundamenteel over dat zo belangrijk probleem van de sociale zekerheid en de financiering ervan, van gedachten te wisselen en om een poging te doen om voor een deel van de volgende generaties een oplossing te vinden. Dat is niet gebeurd met het ontwerp van herstelwet dat nu hier werd behandeld. Het mist elk perspectief op een verre toekomst.

Over de ijheid van de mogelijkheid om via educatief verlof bij te dragen tot de betere vorming van de mensen in dit land, heb ik daarstraks het woord gevoerd. Ik kan desbetreffend slechts naar mijn betoog verwijzen en er de nadruk op leggen, ten aanzien van de Vlamingen hier aanwezig, dat opnieuw een belangrijke kans is gemist om de zelfstandigheid, de autonomie van onze gemeenschap via deze vormen van opvoeding te manifesteren. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Bij de evolutie van de huur moet ik niet meer stilstaan. U is het er toch mee eens dat die wet volledig geïmproviseerd is en dat aan de belangrijkste problemen geen oplossing is gegeven, noch voor de eigenaars, noch voor de huurders. Wij kregen eens te meer de vage belofte dat de zaak opnieuw zou worden bekeken.

Tenslotte en niet het onbelangrijkste: wij staan vandaag voor de beslissing dat voor Meuse-Invest en Sambre-Invest tweemaal één miljard werd uitgetrokken. Deze bedragen worden opnieuw via de nationale begroting via de trekkingsrechten ter beschikking gesteld voor bepaalde nog te definiëren, nog uit te denken en nog op te richten initiatieven in het zuiden van het land.

Dat is het wezenlijke wat wij vandaag hadden moeten bespreken. Dat is er niet van gekomen. Men zou de moed dienen te hebben om de verhoudingen tussen de gemeenschappen ook op sociaal gebied in dit land bloot te leggen. Dat is niet in deze teksten gebeurd. Men sluit de ogen voor het versluizen van fondsen naar degenen die, ik herhaal het woord, niets anders doen, sta me toe dit woord nog eens te gebruiken zich kriebachtig gedragen. Dat acht ik mens- en zeker staatonwaardig.

M. Delmotte. — Nous les avons nourris longtemps assez!

De heer Van In. — Om al deze redenen, Voorzitter, kunnen wij de regering geen vertrouwen geven en zullen wij tegen het ontwerp van zogenaamd sociaal herstel stemmen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Mesdames, messieurs, je ne sais pas si vous êtes au courant, mais il doit exister également des invests en Flandre.

De heer Van In. — Zij hebben zich laten afkopen. Geen wonder dat ze zo braaf zijn.

M. Vercaigne. — Allons donc, il existe des invests tant au Nord qu'au Sud du pays. Or, je vous assure qu'au Sud, ils dorment; ils n'utilisent même pas l'argent via les droits de tirage dont ils peuvent disposer. Il doit en aller de même au Nord du pays.

A propos du problème qui nous occupe ce soir, je tiens à dire que nous avons vécu deux années de pouvoirs spéciaux qui ont entraîné trois années de misère pour les travailleurs. Vous allez à nouveau donner au gouvernement un blanc-seing pour deux années supplémentaires, alors que tout le discours gouvernemental consiste à dire que tout va mieux et que nous sommes sur la bonne route. C'est à croire que toutes les

mesures que vous allez encore voter sont inutiles puisque la situation semble, à votre sens, rétablie.

On assiste, de part et d'autre, à certains « numéros ». C'est ainsi que les libéraux viennent de sortir un vaste programme pour diminuer les impôts — éternelles promesses, bien sûr — alors que chacun sait qu'ils ont augmenté, sous de multiples formes, au cours de cette législature, qui s'achèvera bientôt.

D'un autre côté, pour ne pas rester en rade, messieurs du CVP et du PSC, vous innovez dans le même genre.

J'ai sous les yeux le journal *Het Volk* du 3 décembre 1984, qui publie : *Dehaene eist ruimte voor verhoging van kinderbijslag*. Comme je l'ai dit avant-hier, on a diminué de manière considérable les allocations familiales, dans une proportion allant de 40 000 à 90 000 francs par famille.

Toutes vos mesures d'austérité vont toujours dans le même sens.

Par ailleurs, j'ai lu attentivement les dernières statistiques fiscales; il en ressort que 4 400 000 ménages paient des impôts en Belgique.

On constate, en outre, que 44 000 contribuables, soit un p.c. du total, possèdent vingt-cinq p.c. de la fortune du pays. Or, pour ceux-là, vous ne trouvez jamais matière à taxation. Vous puisez toujours du même côté, c'est-à-dire dans la poche des travailleurs. Ces 44 000 contribuables possèdent pourtant une fortune moyenne connue — ce qui n'est pas connu, c'est la partie immergée de l'iceberg — d'approximativement 80 millions. Étant donné que vous allez encore légiférer, je vous conseille de penser également à ces gens-là. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, je pense avoir suffisamment expliqué, lors de la discussion générale, pourquoi notre groupe votera contre ce projet de loi. Je n'y reviendrai donc pas.

Je désire cependant profiter de ce vote important pour faire remarquer que cette assemblée n'est constitutionnellement pas en nombre, car un siège est toujours vacant, celui de notre défunte collègue Mme Simone Jortay, et ce, quoi qu'on en dise, parce que la commission de vérification des pouvoirs a tiré des conclusions hâtives lors du contrôle de la validité des pouvoirs du suppléant que nous avons présenté. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij gaan over tot de stemming van het ontwerp van wet in zijn geheel.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

89 votent oui.

89 stemmen ja.

43 votent non.

43 stemmen neen.

9 s'abstiennent.

9 onthouden zich.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Aerts, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Bonmariage, Bosmans, Bossicart, Califice, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Coen, Conrotte, Cooreman, Cuvelier, Dalem, De Bondt, C. De Clercq, T. Declercq, Decléry, De Cooman, Decoster, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Demuyter, Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Doumont, Février, Flagothier, François, Friederichs, Geens, Gerits, Gijs, J. Gillet, Mmes L. Gillet, Godinache-Lambert, Goor-Eyben, M. Gramme, Mme Hanquet, MM. Hatry, Kenens, Lagae, Lagneau, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Edg. Peetermans, Poma, Poulet, Reynders, Rutten, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Tilquin, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandenabeele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborcht, Vandermarliere, Vandermeulen, Vandersmissen, Vanhaverbeke, Van Herck, Van Herreweghe, Van houtte, Van Nevel, Van Rompaey, Verbist, Vermeiren, Waltniel, Weckx, Windels et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Basecq, Belot, Capoen, Mme Coorens, MM. Cudell, De Baere, Debussère, Delcroix, Mme De Pauw-Deveene, MM. Désir, De Smeyter, de Wassege, Deworme, Donnay, Draulans, Egelmeeers, Geldolf, Gevenois, R. Gillet, Goossens, Hiernaux, Hubin, Humblet, Jandrain, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lowis, Luyten, Mme N. Maes, MM. Marmenout, Mouton, Péciaux, W. Peeters, Poulain, Seeuws, Spitaels, Toussaint, Trussart, Vandekerckhove, Vandezande, Van In et Vercaigne.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Bremaeker, Delmotte, le comte du Monceau de Bergendal, Eicher, Mme Herman-Michielsens, MM. R. Maes, Paque, Van Ootthem et Mme Van Puymbroeck.

M. le Président. — Le Sénat se réunira lundi 10 décembre 1984, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw maandag 10 december 1984, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée le dimanche 9 décembre 1984, à 0 h 05 m.)

(De vergadering wordt gesloten zondag 9 december 1984, te 0 u. 05 m.)